



Union Interparlementaire

Pour la démocratie. Pour tous.

# 137<sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP

## Saint-Petersbourg (Fédération de Russie)

14–18 octobre 2017



Conseil directeur  
Point 4

CL/201/4a)-R.1.rev  
11 octobre 2017

## Rapport du Président

### a) Sur ses activités depuis la 200<sup>ème</sup> session du Conseil directeur

Comme cette période couvre les six derniers mois de mon mandat de trois ans, je me suis efforcé de faire le point sur plusieurs sujets : nos réalisations en tant qu'Organisation, l'amélioration de notre rayonnement auprès de nos Membres et du public en général, nos mesures pour asseoir la position de l'UIP et la rehausser, de même que nos réponses aux défis actuels et émergents.

J'ai travaillé, comme d'habitude, en étroite consultation avec le Secrétaire général. Nous avons cultivé d'excellentes relations de travail dans un esprit d'ouverture au cours des dernières années, en nous consultant régulièrement sur les questions importantes du programme de l'UIP, ce qui a eu un impact positif et bénéfique sur le travail de notre Organisation.

Le 26 avril, j'ai pris la parole au Séminaire régional pour les jeunes parlementaires de la région Asie-Pacifique, à Colombo (Sri Lanka). Dans mon discours, j'ai souligné que le pluralisme, la diversité et l'inclusion faisaient partie des valeurs fondamentales de l'UIP, et que la participation des jeunes devait aller au-delà de leur simple consultation. En effet, les jeunes doivent pouvoir apporter une contribution significative à leur société en façonnant l'élaboration des politiques. Cela implique que de jeunes politiciens et de jeunes leaders soient actifs dans toutes les sphères de la vie de la nation, et qu'ils contribuent à promouvoir notre objectif de parlements inclusifs et représentatifs des sociétés qui les ont élus.

Selon moi, la participation des jeunes à la vie politique et parlementaire n'est pas seulement un moyen de mettre à profit les talents des jeunes : je crois fermement que c'est aussi une solution contre la marginalisation des jeunes, qui mène au désespoir et à la radicalisation.

Il faut rechercher des changements positifs grâce aux idées et politiques créatives qui pourraient interrompre et inverser les tendances négatives auxquelles nous assistons. En nous appuyant sur les idées, la créativité, l'innovation et les expériences des jeunes, nous pouvons identifier des solutions innovantes et orientées vers la jeunesse pour prévenir la radicalisation et l'extrémisme violent.

Enfin, j'ai encouragé les jeunes parlementaires présents à servir de modèles pour inspirer d'autres jeunes du monde. Leur soutien et leur inspiration peuvent avoir un impact considérable sur l'évolution des mentalités et l'autonomisation des jeunes hommes et femmes pour entraîner des changements positifs.

Du 6 au 8 mai, j'étais à Katmandou (Népal), où j'avais été invité à prononcer le discours d'ouverture au Programme de leadership sur la lutte antitabac de l'Asie du Sud, organisé par l'Ecole de Santé publique Johns Hopkins Bloomberg. Cet événement a été l'occasion de donner suite au Sommet des Présidents de parlement d'Asie du Sud sur la lutte antitabac, qui s'est tenu en 2016 à Dhaka. Le 8 mai, j'ai prononcé une allocution liminaire axée sur l'utilisation du processus législatif en matière de lutte contre le tabagisme, au moyen de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac en tant que norme internationale. J'ai également mis en lumière certains des facteurs qui ont influé sur la prise de décisions législatives en matière de lutte antitabac parmi les parlementaires, ainsi que l'importance des réseaux et de la création de coalitions pour orienter sur le processus législatif. Enfin, j'ai décrit les éléments clés des stratégies de plaidoyer efficaces dans les milieux législatif et parlementaire pour promouvoir la lutte antitabac, ainsi que l'importance de promouvoir les ODD et le Programme 2030.

Le 9 mai, j'ai modéré une réunion-débat sur *L'importance des partenariats et des coalitions dans la création d'un soutien politique pour la lutte antitabac*. Cette réunion a permis d'identifier les avantages des partenariats et des coalitions dans la défense de la lutte antitabac, de même que les acteurs clés de cette lutte dans leurs pays respectifs.

Le 11 mai, j'ai participé avec le Secrétaire général au Séminaire régional pour les parlements de la région Asie-Pacifique sur les Objectifs de développement durable (ODD), à Ho-Chi-Minh-Ville (Viet Nam). L'événement a symbolisé le solide partenariat entre l'Assemblée nationale du Viet Nam et l'UIP, et s'est inspiré du thème de la 132<sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP tenue à Hanoi : *Les objectifs de développement durable, passer des mots à l'action*.

J'ai déclaré que l'UIP était fière de faciliter l'échange de bonnes pratiques et d'expériences entre les parlementaires à tous les niveaux afin d'encourager l'action et de maximiser la contribution des parlements à la mise en œuvre des Objectifs. En tant que parlementaires, nous avons un rôle essentiel à jouer pour que les actions gouvernementales soient inclusives et transformatrices pour ceux que nous représentons.

J'ai été invité à participer à la 42<sup>ème</sup> session parlementaire de la Chambre des communes du Canada, à Ottawa en juin. J'ai remercié le Canada de son soutien fort et sans faille pour l'UIP et de la qualité des contributions des parlementaires canadiens aux débats et au travail de l'UIP. J'ai rencontré les Présidents de la Chambre de communes, Geoff Regan, et du Sénat, George Furey, avec qui j'ai discuté des principales questions parmi les préoccupations de l'UIP : les ODD, les changements climatiques, l'égalité entre les sexes et la réduction des risques de catastrophe, ainsi que la coopération avec les Nations Unies. J'ai également abordé une autre question émergente : l'extrémisme violent et le terrorisme dans le cadre du mandat de base de l'UIP de consolidation de la paix et de prévention des conflits.

Enfin, j'ai assisté à la période des questions au Sénat, lorsque le sénateur Dawson a présenté une motion pour discuter des ODD au Sénat canadien. Lors de la séance équivalente à la Chambre des communes, j'ai été présenté aux membres et ai pu suivre ses discussions animées.

En tant que membre du Groupe de pilotage de haut niveau de Chaque femme, chaque enfant, j'ai été invité au lancement du premier rapport d'étape sur la Stratégie mondiale, le 18 juillet à New York (Etats-Unis). A cette occasion, j'ai pris la parole sur le thème *Le rôle des parlements pour libérer et tirer parti du plein potentiel des femmes, des enfants et des adolescents, et les efforts de l'UIP dans la réalisation de la Stratégie mondiale*.

Dans mon intervention, j'ai souligné que les parlements et les parlementaires, en vertu de leurs pouvoirs constitutionnels, ont une influence sur les lois et les politiques pour améliorer la vie des personnes, en particulier pour les plus vulnérables et marginalisées. Leur rôle est essentiel pour accélérer l'amélioration de la santé de tous les secteurs de la société. En effet, les parlements demandent des comptes aux gouvernements nationaux au moyen de leur fonction de contrôle. En tant que représentants du peuple, les parlements ont le pouvoir de recueillir et d'exprimer les préoccupations publiques et sociales afin de maintenir leur légitimité publique et de garantir la responsabilité institutionnelle. Grâce à leur fonction de représentation, les parlementaires ont le pouvoir de veiller à ce que l'accès à la santé soit une réalité pour tous, y compris pour les secteurs les plus marginalisés et vulnérables de la société.

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa résolution sur la santé et des documents stratégiques clés tels que la Stratégie mondiale, l'UIP a développé des partenariats avec l'Organisation mondiale de la Santé, le Partenariat pour la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant et l'ONUSIDA. Pendant mon séjour à New York, j'ai également assisté au Forum politique de haut niveau sur le développement durable au Siège de l'ONU.

Le Secrétaire général et moi-même avons été invités à assister à la cérémonie d'inauguration du Président Rouhani à Téhéran (République islamique d'Iran) le 4 août 2017. Outre cet événement officiel, nous nous sommes entretenus avec le Président du Parlement islamique d'Iran, M. Larijani. Nous avons discuté de la situation en Syrie et du rôle de l'Iran dans la région. Nous avons également abordé le conflit au Yémen, qui a atteint des proportions considérables et où des épidémies récentes de choléra ont été signalées. Ces deux conflits ont engendré une situation humanitaire tragique qu'il faut améliorer afin de sauver la vie de millions de civils innocents. Nous avons convenu que pour ces deux pays, une solution politique pacifique était le seul moyen viable et durable de mettre fin au conflit, dont les ramifications s'étendent dans toute la région.

Du 4 au 6 septembre, je me suis rendu à Riga (Lettonie) à l'invitation du Président de la Saeima. Le Parlement letton est l'un des plus anciens Membres de l'UIP : ayant adhéré à l'Organisation en 1923, et ce jusqu'en 1936, et après un long hiatus, de nouveau à partir de 1991, après la chute du communisme et l'effondrement de l'Union soviétique. J'ai rencontré le Président de la République, un ancien parlementaire qui avait participé aux Assemblées de l'UIP à Quito et à Québec. J'ai également rencontré le Vice-Président du Parlement ainsi que la Présidente de la Commission des droits de l'homme. Cette dernière s'est montrée fort intéressée à prendre part au processus d'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme de l'ONU.

J'ai félicité les responsables politiques et parlementaires pour les excellents progrès réalisés par le pays au cours des dernières décennies. La Lettonie est classée parmi les pays à revenu élevé depuis 2014 et occupe fièrement le 46<sup>ème</sup> rang de l'indice de développement humain. Le pays est membre à part entière de l'Union européenne, de la zone euro, de l'OTAN et de l'ONU. Il s'agit en fait d'un exemple éloquent de démocratie parlementaire à l'œuvre. J'ai félicité le pays d'avoir élu la première femme au poste de Première Ministre ainsi que la première femme Présidente de parlement, ce qui a envoyé un message fort sur l'égalité entre les sexes.

Le 8 septembre, j'ai tenu des réunions au Siège de l'UIP avec les délégations du Yémen représentant les factions parlementaires d'Aden et de Sanaa. Nous nous sommes réunis séparément et chaque groupe a pu me donner des informations sur la situation actuelle, telle qu'ils la percevaient.

Nous avons discuté d'une éventuelle initiative parlementaire qui serait axée sur l'aspect humanitaire de la crise au Yémen, étant donné l'épidémie de choléra qui frappait maintenant les enfants et la famine qui pouvait potentiellement toucher des millions de personnes très prochainement. Chaque délégation a également exprimé son plein soutien à l'organisation d'une mission de l'UIP au Yémen, laquelle qui serait chargée d'observer la situation par elle-même. Le même jour, j'ai signé la pétition de l'UIP en faveur de démocraties plus fortes pour marquer la Journée internationale de la démocratie 2017.

Du 18 au 22 septembre 2017, j'ai assisté à l'Assemblée générale des Nations Unies, au Siège de l'ONU, à New York. Le 18 septembre, j'ai participé à la réunion du Groupe de pilotage de haut niveau du Secrétaire général de l'ONU pour l'initiative Chaque femme, chaque enfant. J'ai également renouvelé et réitéré l'engagement de l'UIP en faveur du Programme d'action Chaque femme, chaque enfant, et ai évoqué le rôle important que jouent les parlements dans l'utilisation de la santé en tant que moteur essentiel du développement, de même que la nécessité de mettre l'accent tout particulièrement sur la santé des femmes, des enfants et des adolescents dans les contextes humanitaires et fragiles. Pendant mon séjour à New York, je me suis entretenu brièvement avec le Secrétaire général de l'ONU et la Vice-Secrétaire générale Amina Mohammed.

Le 30 septembre, j'ai visité les camps de réfugiés des Rohingyas au Bangladesh, près de sa frontière avec le Myanmar. J'ai été bouleversé d'entendre les récits déchirants de brutalité et de persécutions directement de ceux qui ont eu la chance de survivre aux attaques et qui se sont ensuite rendus au Bangladesh. Environ 70 pour cent des réfugiés étaient des femmes et des enfants, et les rapports préliminaires indiquaient qu'environ 50 000 femmes étaient enceintes et devaient accoucher au cours des prochains mois. Plus d'un demi-million de Rohingyas étaient entrés au Bangladesh en un mois à peine et

d'autres étaient en route alors que les persécutions et les meurtres se poursuivaient sans relâche et que les villages étaient brûlés. Etant également apatrides, les Rohingyas étaient sûrement les réfugiés les plus persécutés et privés des droits fondamentaux. Si le Gouvernement bangladais et sa Première Ministre, Sheikh Hasina, ainsi que le peuple bangladais, méritent d'être félicités pour l'ouverture des frontières et l'accueil des Rohingyas, une solution à ce problème doit être trouvée de toute urgence afin de mettre un terme aux persécutions au Myanmar et d'assurer le retour sûr et rapide de tous les Rohingyas au Myanmar.

Le 3 octobre, je me suis rendu à Colombo à l'invitation du Président du Parlement sri lankais, M. Karu Jayasuriya, et j'ai participé à la session parlementaire spéciale organisée pour commémorer le 70<sup>ème</sup> anniversaire de la démocratie parlementaire. Le Président et le Premier Ministre de Sri Lanka, les Présidents de parlement de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR - Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives et Népal) et les Vice-Présidents de parlement d'Afghanistan et du Pakistan étaient également présents. C'était un grand honneur de représenter l'UIP à l'occasion des soixante-dix ans de démocratie parlementaire sri lankaise ininterrompue. Lors de mon bref séjour à Colombo, j'ai été très heureux et enthousiasmé par le travail de la Commission spéciale du Parlement sri lankais sur les ODD dirigée par la Vice-Présidente, Mme Thilanga Sumathipala, et par la manière dont l'outil d'auto-évaluation de l'UIP était considéré comme un instrument efficace.

Le 5 octobre, j'ai rencontré une délégation de parlementaires du Parti progressiste des Maldives (PPM) au Siège de l'UIP à Genève et j'ai écouté leur interprétation des événements récents survenus dans cet Etat insulaire de l'océan Indien. Des élections présidentielles et parlementaires étaient prévues aux Maldives pour 2018 et l'environnement politique était très tendu. L'opposition affirmait que le Gouvernement faisait tout ce qui était en son pouvoir pour empêcher les dirigeants de l'opposition de participer aux élections, alors que le Gouvernement affirmait que l'état de droit était pleinement respecté. J'ai bien fait comprendre à la délégation que j'accueillais, que la délégation des Maldives à la 137<sup>ème</sup> Assemblée devait être composée de parlementaires du Gouvernement comme de l'opposition, et que le Comité des droits de l'homme des parlementaires examinerait les nombreux cas dont il était saisi lors de sa réunion à Saint-Pétersbourg. J'ai naturellement encouragé le dialogue avec l'opposition et les efforts déployés par toutes les parties pour faire en sorte que les prochaines élections soient inclusives et participatives.

Le 6 octobre, j'ai eu le plaisir d'accueillir le Président de l'Assemblée nationale du Koweït, M. Marzouq Al-Ghanim, à la Maison des Parlements. Nous avons discuté des défis humanitaires qui existaient dans diverses parties du monde et il a réaffirmé son plein appui et son attachement aux valeurs, aux normes et au travail de l'UIP.

Lors de mon séjour à Genève, j'ai rencontré les responsables des différents programmes de l'UIP et j'ai passé en revue les préparatifs de la 137<sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP à Saint-Pétersbourg.

Bien que ce soit le dernier rapport que je vous présente en tant que Président de l'UIP, je peux vous assurer que même après la fin de mon mandat, je continuerai de promouvoir l'UIP et ses idéaux, et de la servir dans toute la mesure du possible, au mieux de mes capacités. Vous servir en tant que Président a été un grand honneur et je termine en vous réitérant toute mon humilité et ma gratitude pour la confiance que vous m'avez accordée pour servir les parlements nationaux du monde et les peuples que nous représentons.